



Procédure Adaptée

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

Règlement de la consultation

Procédure entièrement dématérialisée depuis : <https://marchespublics.nantesmetropole.fr>

(cf. Annexe au présent règlement de la consultation)

Pouvoir adjudicateur

NANTES METROPOLE
Adresse : 2, cours du champ de mars
44923 NANTES Cedex 9

Objet de la consultation

Travaux de renouvellement du poste de refoulement de la Morinière

La date limite de remise des offres est indiquée dans l'avis d'appel public à la concurrence (A.A.P.C.)

Tout dépôt d'offre devra être précédé d'une visite obligatoire

1. Objet du marché

La consultation a pour objet les travaux de renouvellement du poste de refoulement de la Morinière.

Lieu d'exécution des prestations : 28 Quai Léon Sécher - 44000 Nantes

1.1 Décomposition en lots et en tranches

Le présent marché ne fait l'objet d'aucune décomposition en lots ou en tranches.

Les justifications du non-recours à l'allotissement sont le caractère homogène des prestations qui ne permet pas d'allotir cette consultation.

1.2 Durée du marché – Reconduction – Délais d'exécution

La durée du marché, les modalités de reconduction et les délais d'exécution figurent à l'acte d'engagement.

1.3 Nomenclature

CPV	45232431-2 Station de pompage des eaux résiduaires
Opération globale	2025OPE-DOPEA003 Travaux PR Morinière
Unité fonctionnelle	2025OPE-DOPEA003-01 Travaux

2. Organisation de la consultation

2.1 Procédure de passation

La présente consultation est passée dans le respect des dispositions des articles R. 2123-1, R. 2123-4 et R. 2123-5 du Code de la Commande Publique selon une procédure adaptée ouverte avec négociation éventuelle, librement définie par l'entité adjudicatrice.

2.2 Dispositions relatives aux groupements

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

L'acheteur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Les candidats peuvent présenter une offre, soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements. Ils ne peuvent donc pas cumuler les deux qualités.

Un même prestataire ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.

2.3 Variantes facultatives et obligatoires

Le choix par l'acheteur de retenir une variante facultative découlera strictement de l'application des critères d'attribution qui permettra de considérer qu'elle est économiquement la plus avantageuse parmi l'ensemble des offres de base et des variantes facultatives présentées.

2.3.1 Variantes facultatives (*à l'initiative du candidat*)

Les concurrents doivent impérativement présenter une offre entièrement régulière au regard du dossier de consultation (solution de base).

Mais ils peuvent également proposer, conformément à l'article R. 2151-8 et suivants du Code de la commande publique, une offre comportant des variantes pourvu que celles-ci respectent les exigences minimales détaillées dans le CCTP.

Cette ou ces variantes devront être entièrement décrites techniquement et financièrement dans un document indépendant de l'offre de base. Le montant devra être reporté à l'acte d'engagement. Les candidats indiqueront les adaptations ou modifications au CCTP et le cas échéant, aux pièces financières, qui sont nécessaires.

2.3.2 Variantes obligatoires – prestation technique alternative (*au sens de l'Art. R. 2151-9 du Code de la commande publique*)

Aucune prestation technique alternative (PTA) – variante obligatoire n'est prévue.

2.3.3 Prestations supplémentaires éventuelles

Aucune prestation supplémentaire éventuelle (PSE) n'est prévue.

2.4 Modification de détail au dossier de consultation

L'entité adjudicatrice se réserve le droit d'apporter au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.5 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 5 mois à compter de la date limite de remise de l'offre initiale, ou finale en cas de négociation.

2.6 Visite des lieux d'exécution du marché

Dans le cadre de cette consultation, les candidats sont **impérativement** tenus de visiter les lieux d'exécution des travaux.

Aussi, les candidats doivent obligatoirement joindre à leur offre l'attestation de visite (selon le modèle versé au DCE) datée et signée par un représentant de l'acheteur.

Une visite sur site sera organisée **le jeudi 24 avril 2025 de 9h00 à 12h00 ainsi que le mardi 6 mai 2025 de 9h00 à 12h00**

Avant la visite, les candidats prendront contact avec :

Don BIFOUTI BOUKOUTA

06 19 81 99 04 - Courriel : don.bifouti-boukouta@nantesmetropole.fr

Ou via la plateforme (sous forme de question) : <https://marchespublics.nantesmetropole.fr>

Le nombre de visiteurs par entreprise est limitée à 2 personnes, équipés des équipements de protections individuels suivants : gilet fluorescent, casque de chantier et chaussures de sécurité.

Lieu de la visite : 28 Quai Léon Sécher - 44000 Nantes

3. Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation, et son annexe « *dématérialisation* ».
- L'acte d'engagement, et ses annexes éventuelles.
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), et ses annexes.
- Le Bordereau des prix unitaires (B.P.U)
- Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE)
- Le planning prévisionnel des travaux

4. Présentation des candidatures et des offres

Les candidatures et les offres des concurrents seront rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en langue française et exprimées en EUROS (€).

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces listées aux articles suivants.

L'acheteur procède à l'examen des offres avant celui des candidatures. Dès lors, l'acheteur ne procède à l'analyse de la candidature que du seul titulaire pressenti, cette vérification s'effectuant au plus tard avant l'attribution du marché.

En application de l'article R. 2144-7 du Code de la commande publique, si l'opérateur économique concerné ne satisfait pas aux conditions de participations fixées, ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuves, les compléments ou les explications demandées, sa candidature est déclarée irrecevable et son offre est éliminée. Le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est alors sollicité pour produire les documents nécessaires.

4.1 Contenu de la candidature électronique

Pièces à remettre au titre de la candidature (aucune signature n'est exigée à ce stade)
Situation juridique
Formulaire DC1 ou équivalent : Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses cotraitants
Capacité

Déclaration de chiffre d'affaires : Chiffre d'affaires global et chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des 3 derniers exercices disponibles
Attestation d'assurance : Preuve d'une assurance pour les risques professionnels
Déclaration d'effectifs : Effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des 3 dernières années
Références de travaux similaires : Références du candidat effectuées au cours des 3 dernières années : montant, date, nature des prestations/travaux réalisés et identité du client (privé ou public).

Les candidats peuvent par ailleurs bénéficier des dispositions des articles R. 2143-13 et R. 2143-14 du Code de la commande publique.

Le candidat peut présenter sa candidature, accompagnée de l'ensemble des informations décrites dans le tableau ci-dessus, sous la forme du Document Unique de Marché Européen (DUME) prévu à l'article R. 2143-4 du Code de la commande publique.

Enfin, un candidat qui ne disposerait pas, à titre individuel, des capacités suffisantes à la réalisation du marché est libre de faire valoir (en les prouvant) les capacités d'autres entités, soit notamment en répondant en groupement, soit en présentant un ou plusieurs sous-traitants. Dans ce dernier cas, le candidat apportera, par tout moyen approprié, la preuve qu'il disposera effectivement, en cas d'attribution, des moyens de ce ou ces sous-traitants. Cette preuve peut notamment prendre la forme d'un engagement écrit de ce ou ces derniers.

4.2 Contenu de l'offre électronique

Seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres. Tout pli déposé sera considéré comme une offre.

Pièces à produire au titre de l'offre (aucune signature n'est exigée à ce stade)
L'acte d'engagement et ses annexes, dûment complété par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat.
En cas de déclaration de sous-traitance, un formulaire DC4 (www.economie.gouv.fr) dûment renseigné.
L'attestation de visite, datée et signée par un représentant de l'acheteur.
Le Bordereau des Prix Unitaires dûment renseigné.
Le Détail Estimatif Quantitatif dûment renseigné (il est précisé que le D.Q.E. est dénué de toute valeur contractuelle et n'a d'autre finalité que celle de permettre le jugement des offres).
<i>Ce document sera impérativement déposé en format modifiable.</i>
L'attestation de visite, datée et signée par un représentant de l'acheteur.
La fourniture des fiches techniques relatant les équipements proposés.
Le mémoire technique et environnemental au sein duquel le candidat précisera ou produira : <ul style="list-style-type: none"> La description de l'organigramme de l'équipe projet que le candidat se propose de mettre en place, son organisation et la gestion des interfaces, La compréhension globale du marché et de ses enjeux, La description des équipements et installations prévus avec :

- les plans et fiches techniques des équipements proposés
- le choix des matériels,
- L'organisation et une note méthodologique des dispositions et moyens prévus par les candidats pour chaque type de travaux,
- Organisation et gestion du chantier : capacité du candidat à organiser et planifier le chantier, incluant la compréhension des enjeux techniques, le phasage des travaux, la répartition des moyens par phase et la gestion de la co-activité avec l'exploitant ;
- Identification et analyse des priorités ainsi que les contraintes spécifiques du site pendant les travaux,
- Cohérence du procédé de mise en œuvre : description détaillée, planning prévisionnel, choix des matériels, raccordements, tests & essais.
 - Les moyens mis en œuvre pour assurer la sécurité et la conformité réglementaire,
 - Les dispositions pour assurer la continuité de service,
 - Les dispositions de suivi des Bordereau de Suivi des Déchets (BSD) ,les contraintes liées à l'environnement (déchets, rejet, impact environnemental...) et la prise en compte des équipements encore fonctionnels pour le service maintenance.

5. Jugement des candidatures, des offres et attribution du marché

5.1 Sélection des candidatures

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont les suivants :

- Aptitude à exercer l'activité professionnelle
- Capacité économique et financière
- Capacités techniques et professionnelles.

5.2 Jugement des offres

Critères	Coefficient
VALEUR TECHNIQUE au regard du mémoire technique et des fiches techniques	50
Gestion de la continuité de service : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Dispositions pour assurer la continuité du pompage et de la télégestion ; ▪ Disposition pour minimiser les impacts sur la circulation routière. 	10
Appréciation des équipements et installations proposées : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Plans, schémas, fiches techniques des équipements détaillés, notes de calculs ; ▪ Qualité des fournitures : descriptions, caractéristiques, choix et garanties 	10
Pertinence de l'approche méthodologique et technique : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Organisation et gestion du chantier : capacité du candidat à organiser et planifier le chantier, incluant la compréhension des enjeux techniques, le phasage des travaux, la répartition des moyens par phase et la gestion de la co-activité avec l'exploitant ; ▪ Identification et analyse des priorités ainsi que les contraintes spécifiques du site pendant les travaux, ▪ Cohérence du procédé de mise en œuvre : description détaillée, planning prévisionnel, choix des matériels, raccordements, tests & essais. ▪ Les moyens mis en œuvre pour assurer la sécurité et la conformité réglementaire. 	30
PRIX	40
Prix au vu du DQE	40

PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE au regard du mémoire technique et environnemental	10
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Moyen mis en œuvre pour éviter tout rejet des eaux usées en milieu naturel ; ▪ Gestion des déchets du chantier : Respect du suivi des BSD ; ▪ Prise en compte de la récupération des équipements encore fonctionnels pour le service maintenance. 	10

Précision sur l'analyse des offres :

Chaque critère et sous-critère sera noté sur 5.

Incohérences constatées dans les prix

En cas de discordance entre les prix ou les montants portés en lettres et ceux portés en chiffres, les montants ou les prix portés en lettres prévaudront et ceux portés en chiffres seront rectifiés en conséquence.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées sur le Bordereau des prix unitaires prévaudront sur toutes les autres indications de l'offre dont les montants pourront être rectifiés en conséquence. C'est le montant ainsi rectifié à partir des documents ci-dessus qui sera pris en considération. Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier son offre pour la mettre en harmonie avec les mentions du B.P.U. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Négociation :

Dans un premier temps et, si l'acheteur le souhaite, il pourra être demandé aux soumissionnaires concernés de rendre leurs offres régulières.

Dans un deuxième temps, et après une première analyse des offres, l'acheteur se réserve la possibilité d'engager une négociation sous réserve de disposer d'un nombre d'offres suffisant, avec **les 3 offres** les mieux classées au vu de cette première analyse.

Cette négociation aura pour objectif d'optimiser les offres tant d'un point de vue qualitatif et technique que financier.

A titre indicatif, la négociation sera organisée le mercredi 27 mai 2025 dans la matinée sur le site de la Roche : 100 boulevard de Seattle, 44923 Nantes cedex 9. Les modalités de participation seront précisées dans l'invitation à négocier.

L'absence de réponse d'un candidat à cette invitation dans le délai imparti emporte le maintien de son offre initiale dans toutes ses composantes.

La négociation sera menée dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats via la messagerie sécurisée. Les modalités de cette négociation seront précisées dans l'invitation à négocier.

5.3 Attribution du marché

La réglementation ne fait plus obligation à l'opérateur économique, soumissionnant seul ou sous forme de groupement, de signer son offre. Toutefois, la signature de l'offre du candidat attributaire devra impérativement intervenir au plus tard à l'attribution du marché.

L'acheteur enverra à l'attributaire un courrier listant les documents à produire par celui-ci à des fins de justification de sa non-interdiction de soumissionner conformément aux articles R.

2143-6 et R. 2143-10 du Code de la commande publique et de son respect des obligations induites par les dispositions idoines du Code du Travail.

Si l'attributaire ne produit ou ne peut produire dans le délai imparti ces documents justificatifs, il sera éliminé en application des dispositions de l'article R2144-7 du Code de la commande publique.

Dans ce cas, le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires.

Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'évincer l'attributaire s'il apparaît qu'il tombe sous le coup de l'une des interdictions de soumissionner visées à aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 et suivants du Code de la commande publique. Avant qu'il ne prenne sa décision, et conformément aux dispositions de l'article L. 3141-11 du Code de la commande publique, l'acheteur invitera l'attributaire à prouver que son professionnalisme et sa fiabilité ne peuvent plus être remis en cause et, le cas échéant, que sa participation à la procédure de passation du marché public n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement. Si les éléments et précisions fournis ne s'avèrent pas concluants, l'attributaire sera exclu.

6. Conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres

Les conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres sont précisées dans l'annexe Dématérialisation jointe au présent règlement de la consultation.

7. Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires relatifs à cette consultation, les candidats devront faire parvenir en temps utile leur demande de manière électronique, exclusivement sur la plateforme de dématérialisation, sur l'URL suivante :

<https://marchespublics.nantesmetropole.fr>

Seules les demandes adressées au moins 8 jours avant la date limite de réception des offres feront l'objet d'une réponse de la part du pouvoir adjudicateur.

Une réponse sera adressée au plus tard 6 jours avant la date fixée pour la réception des offres aux candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sur la plateforme de dématérialisation après s'être préalablement identifiés.

En cas d'interrogations concernant les modalités de dépôt, veuillez envoyer un message à l'adresse contact : contact.marches@nantesmetropole.fr